



MONTREAL - P. Q.
 LE PERCEPTEUR DU
 REVENU PROVINCIAL
 445 ST-GABRIEL

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PR)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 19 FÉVRIER 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 19TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de represse.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.

5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.

5200—1-52

Lettres patentes

"Associated Importers Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit janvier 1944, constituant en corporation: Gregory Charlap, avocat, Sadie Solomon, fille majeure, secrétaire, et Max Slapack, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acacheter, vendre, manufacturer et autrement faire le commerce d'articles, effets, marchandises et matières premières des sortes suivantes: fruits et légumes frais, en conserves et en boîtes; produits alimentaires en boîtes; textiles; marchandises sèches; nouveautés et bibelots; cuir véritable et artificiel et articles en cuir; vêtements pour hommes, femmes et enfants; jouets et jeux; farine, céréales, pâtisseries et épices; articles de toilette; remèdes brevetés et enregistrés; poterie, vaisselle et faïencerie; chandelles; acier et acier gaufré; matériaux de construction; ferronnerie, peinture et produits de la peinture; papier et produits en papier; bouteilles isolantes et autres bouteilles; costumes et nouveautés de bijouterie et autres marchandises de même nature, sous le nom de "Associated Importers Inc.", avec un

Letters Patent

"Associated Importers Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1944, incorporating: Gregory Charlap, advocate, Sadie Solomon, spinster, secretary, and Max Slapack, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and otherwise deal in goods, wares, merchandise and raw materials of the following kinds: fruits and vegetables, fresh, preserved and canned; canned food products; textiles; drygoods; novelties and notions; genuine and artificial leather and leather goods; men's, ladies' and children's wearing apparel; toys and games; flour, cereal, confectionary and spices; toilet goods; patent and proprietary medicines; pottery, dishes and crockery; candles; steel and corrugated steel; building materials, hardware, paint and paint products; paper and paper products; thermos and other bottles; costume and novelty jewellery, and other merchandise of like nature, under the name of "Associated Importers Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided

capital total de cinq mille dollars (\$5,000), into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huit janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5554 P. FRENETTE.

"Clark Dairy (Quebec) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un janvier 1944, constituant en corporation: James Auberon Robertson, avocat, Florence Peterkin, sténographe, fille majeure, et Louise Fitzsimmons, sténographe, fille majeure, tous de la cité d'Ottawa, comté de Carleton et province d'Ontario, dans les buts suivants:

Exploiter et exercer en général le commerce des produits laitiers dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Clark Dairy (Quebec) Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Hull, district de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5555 P. FRENETTE.

"Famous Fur Products Ltd."

Avis est, par les présentes, donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un janvier 1944, constituant en corporation: Frank Kishner, comptable public, Jack Aberfelt et Issie Rubin, fourreurs, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre, acheter et autrement disposer, en gros ou en détail, de tous produits de la fourrure, et faire le commerce de toutes sortes de fourrures brutes et préparées, sous le nom de "Famous Fur Products Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5556 P. FRENETTE.

"H. Rothman Realty Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1944, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en Loi du Roi, Benjamin Robinson, avocat et conseil en Loi du Roi, et Theodore H. Shapiro, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et biens immobiliers, et négocier pour l'achat, la vente, l'échange

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5554-o Assistant Deputy Attorney General.

"Clark Dairy (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1944, incorporating: James Auberon Robertson, solicitor, Florence Peterkin, stenographer, (spinster), and Louise Fitzsimmons, stenographer, (spinster), all of the City of Ottawa, in the County of Carleton and Province of Ontario, for the following purposes:

To operate and carry on a general dairy business in all its branches, under the name of "Clark Dairy (Quebec) Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the City of Hull, in the District of Hull, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5555-o Assistant Deputy Attorney General.

"Famous Fur Products Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1944, incorporating: Frank Kishner, public accountant, Jack Aberfelt and Issie Rubin, furriers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy and otherwise dispose of wholesale or retail, all products of fur, and to deal with all kinds of raw and dressed fur, under the name of "Famous Fur Products Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5556-o Assistant Deputy Attorney General.

"H. Rothman Realty Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1944, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, and Theodore H. Shapiro, advocate, all of the City and District of Montreal in the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immovable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or

ou la location d'immeubles et biens immobiliers, et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités;

Eriger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "H. Rothman Realty Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5557 P. FRENETTE.

"Metropolitan Manufacturing & Supply Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un janvier 1944, constituant en corporation: John Freeman et Joseph Lazare Kenig, manufacturiers, Dame Dorothy Ruth Freeman, épouse séparée de biens de John Freeman, et Dame Freda Kenig, épouse séparée de biens de Joseph Lazare Kenig, toutes deux marchandes publiques et dûment autorisées aux fins des présentes par leurs époux respectifs, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands, manufacturiers, locuteurs, réparateurs et entrepreneurs de machinerie, outillage mobile et moyens de transport, soit à propulsion automobile ou autrement, ou toutes pièces d'iceux ou leurs accessoires ou toutes choses nécessaires au service d'iceux;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, travailleurs en, manufacturiers et marchands de métaux, dans toutes leurs phases, du minéral au produit fini, de plastiques et de tous produits ou choses faits ou manufacturés en tout ou en partie de métal ou des produits d'icelui, produits chimiques, produits de l'agriculture, de la forêt, des carrières et des mines ou de la mer, des lacs et des rivières et tous produits manufacturés, développés ou faits des produits et commodités susdits;

Exercer le commerce de sauveteurs et démolisseurs de bateaux, avions et véhicules d'aucune sorte, sous le nom de "Metropolitan Manufacturing & Supply Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et un janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5558 P. FRENETTE.

**"New Ideal Laundry Inc."
"Buanderie Idéale, Incorporée"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf janvier 1944, constituant en corporation: Francis Joseph Laverty, conseil en loi du Roi, Charles Albert Hale, conseil en loi du Roi, et Arthur Edward Laverty, avocat, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

To erect buildings and deal in building materials, under the name of "H. Rothman Realty Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Metropolitan Manufacturing & Supply Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1944, incorporating: John Freeman and Joseph Lazare Kenig, manufacturers, Dame Dorothy Ruth Freeman, wife separate as to property of John Freeman, and Dame Freda Kenig, wife separate as to property of Joseph Lazare Kenig, both marchandes publiques and duly authorized to the presents by their respective husbands, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of, dealers in, manufacturers, hirers, repairers, and warehousemen of machinery, mobile equipment, and conveyances, whether self or otherwise propelled, or any parts thereof, or accessories thereto, or servicing requirements therefor;

To carry on the business of importers, exporters, processors and manufacturers of, and dealers in metals, in all their stages from ore to the finished product, plastics, and all products or things produced or manufactured in whole or in part from metal or the products thereof, chemicals, products of agriculture, the forest, quarry and mine or the sea, lakes and rivers and all products manufactured, developed or produced from the products and commodities aforesaid;

To carry on the business of salvors and wreckers of ships, aircraft, and vehicles of any kind, under the name of "Metropolitan Manufacturing & Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

**"New Ideal Laundry Inc."
"Buanderie Idéale, Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1944, incorporating: Francis Joseph Laverty, King's Counsel, Charles Albert Hale, King's Counsel, and Arthur Edward Laverty, advocate, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce de buanderie à vapeur et en général et laver, nettoyer, purifier, lessiver, blanchir, tordre, sécher, presser, repasser, colorer, teindre, désinfecter, rénover et préparer pour utilisation tous articles de vêtement, de maison, domestiques et autres étoffes, et marchandises en coton et en laine et tissus de toutes sortes, et exercer un commerce de buanderie en général;

Teindre, nettoyer, embellir, rénover et réparer toutes sortes de draps, tissus, marchandises, étoffes et articles et exercer le commerce qui consiste à teindre et à nettoyer en général;

Emmagasiner toutes sortes de biens mobiliers contre rémunération et en garantissant le retour ou le paiement de la valeur, sous le nom de "New Ideal Laundry Inc."—"Buanderie Idéale, Incorporée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuf janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5559 P. FRENETTE.

To carry on the business of a steam and general laundry, and to wash, clean, purify, scour, bleach, wring, dry, press, iron, colour, dye, disinfect, renovate and prepare for use all articles of wearing apparel, household, domestic, and other linen, and cotton and woollen goods and clothing, and fabrics of all kinds, and to carry on a general laundry business;

To dye, clean, embellish, renovate and repair all kinds of cloth, fabrics, goods, materials and articles and carry on the business of general dyeing and cleaning;

To store all kinds of movable property for remuneration, and guarantee the return thereof or payment of the value, under the name of "New Ideal Laundry Inc."—"Buanderie Idéale, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Ribbon Fabrics Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux janvier 1944, constituant en corporation: David Melvin Lack, avocat, Fanny Roman et Tessy Frankel, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de producteurs et manufacturiers, importateurs et exportateurs, marchands en gros et en détail,

(a) de rubans étroits de toutes sortes et descriptions;

(b) de rubans en tissus transparents de toutes sortes et descriptions;

(c) de dentelles, garnitures en dentelles, filets, soies, satins, coton, lainages, garnitures, tissus et marchandises sèches de toutes sortes et descriptions;

(d) de vêtements pour hommes, femmes et enfants, vêtements et accessoires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Ribbon Fabrics Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Aucun appel au public ne sera fait pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deux janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5560 P. FRENETTE.

"Ribbon Fabrics Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1944, incorporating: David Melvin Lack, advocate, Fanny Roman and Tessy Frankel, spinsters, secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of producers and manufacturers, importers and exporters, wholesale and retail merchants,

(a) of narrow bandings of every kind and description;

(b) of fused fabric ribbons, of every kind and description;

(c) of laces, flouncings, nets, silks, satins, cottons, woolens, trimmings, fabrics and dry goods of every kind and description;

(d) of men's, ladies' and children's clothing, wearing apparel and accessories of every kind and description, under the name of "Ribbon Fabrics Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

No appeal to the public to subscribe for shares shall be made.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal and Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Sanguinet Grain & Feed Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de janvier 1944, constituant en corporation: J.-Émilien Arcand, comptable, Laurette Sanguinet et Lucille Hébert, ces deux dernières filles majeures, secrétaires, tous

"Sanguinet Grain & Feed Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1944, incorporating: J. Émilien Arcand, accountant, Laurette Sanguinet, and Lucille Hébert, the two latter spinsters, secretaries, all of the City and District of Mont-

des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de grain, foin, moulées et autres céréales, bois, charbon, huiles et essences, gazoline et produits analogues, tabacs, cigares et cigarettes, liqueurs douces et eaux gazeuses, bonbons, marchandises sèches, feronneries et ferblanteries, véhicules de toutes sortes et accessoires, garage et réparations de tout genre, toutes sortes de machines et machineries, transport et camionnage par terre et par eau; sucre et produit d'agriculture et autre semblable;

Manufacturer, exporter, importer, acheter et vendre tous les produits et articles se rapportant au commerce ci-dessus, sous le nom de "Sanguinet Grain & Feed Company Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5561-o P. FRENETTE.

"Specialty Outfitters Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1944, constituant en corporation: John J. Wasserman, Samuel R. Altrows, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, sténographe, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, importer et exporter, en gros et en détail, des marchandises sèches, vêtements pour dames, hommes et enfants, meubles, instruments de musique et toutes marchandises semblables;

Acquérir et prendre comme une industrie en exploitation le commerce présentement exercé en les cité et district de Montréal, province de Québec, sous le nom de "Specialty Outfitters Reg'd.", tout leur actif et sujet à leur passif, sous le nom de "Specialty Outfitters Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en trois cents (300) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et en cent quatre-vingt-dix (190) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorze janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5562 P. FRENETTE.

"Standard Sportswear Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1944, constituant en corporation: David Lipper et Peisach Reicher, tous deux manufacturiers, Bertha Lipper, épouse séparée de biens de David Lipper, et Anna Reicher, épouse séparée de biens de Peisach Reicher, ménagères, toutes deux dûment autorisées aux fins des présentes par leurs maris respectifs, et tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

real, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in grain, hay, meal and other cereals, wood, coal, oil and fuel oil, gasoline and similar products, tobacco, cigars and cigarettes, soft drinks and aerated waters, candies, dry-goods, ironware and tinware, vehicles of every kind and accessories, garaging and repairs of every kind, all sorts of machines and machinery, transportation and trucking by land and by water; sugar and agricultural and other similar products;

To manufacture, export, import, purchase and sell any products and articles incidental to the foregoing business, under the name of "Sanguinet Grain & Feed Company Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Specialty Outfitters Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1944, incorporating: John J. Wasserman, Samuel R. Altrows, both advocates, and Freda Pomerance, spinster, of the full age of majority, stenographer, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, import and export, wholesale and retail, dry goods, ladies' and men's and children's clothing, furniture, musical instruments, and all similar merchandise;

To acquire and take over as a going concern the business now carried on in the City and District of Montreal, Province of Quebec, under the name of "Specialty Outfitters Reg'd.", all of their assets, subject to their liabilities, under the name of "Specialty Outfitters Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into three hundred (300) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each and one hundred and ninety (190) preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Standard Sportswear Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1944, incorporating: David Lipper and Peisach Reicher, both manufacturers, Bertha Lipper, wife separate as to property of David Lipper, and Anna Reicher, wife separate as to property of Peisach Reicher, housewives, both duly authorized hereto by their respective husband, and all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement exercer le commerce ou le négoce de la laine, des cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer les commerces qui consistent à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toutes descriptions, et acquérir, acheter, posséder, vendre, ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements de sport et autres vêtements; sous le nom de "Standard Sportswear Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5563 P. FRENETTE.

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of sportswear and other garments, under the name of "Standard Sportswear Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5563-o Assistant Deputy Attorney General.

"Western Pattern Works, Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un janvier 1944, constituant en corporation: Mlle Ida Livermore, teneur de livres, Joseph Helal et Royal E. C. Werry, avocats et conseils en loi du Roi, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir comme une firme en exploitation le commerce de William Seeds et William Charles Hannah Dunn, exerçant ensemble un commerce comme associés, sous les nom et raison sociale de "Western Pattern Works" à Montréal;

Faire comme manufacturiers de patrons le commerce de fabricants de modèles en bois, en métal et en plâtre; et exercer conjointement les industries et commerces de fabricants de modèles, fabricants d'acier, ouvriers dans la transformation de l'acier, fabricants de coke et fondeurs de fer dans toutes leurs spécialités respectives, et faire le commerce et négoce de fabricants de fer, d'acier et de tous autres métaux à partir du minéral jusqu'au produit ouvré d'iceux, y compris tout genre d'alliage, sous le nom de "Western Pattern Works, Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, Canada.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5564 P. FRENETTE.

"Western Pattern Works, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1944, incorporating: Miss Ida Livermore, bookkeeper, Joseph Helal and Royal E. C. Werry, advocates and King's Counsels, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the business as a going concern of William Seeds and William Charles Hannah Dunn, carrying on business together in co-partnership under the Firm, name and style of Western Pattern Works at Montreal;

To carry on the business of manufacturers of wooden, metal and plaster patterns as pattern makers; and jointly to carry on the trades and businesses of pattern makers, iron makers, steel makers, steel converters, coke manufacturers and iron founders in all their respective branches, and to deal in and with and manufacture iron, steel and all other metals from the ore to the finished product thereof, including all kinds of alloys, under the name of "Western Pattern Works, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec, Canada.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1944.

P. FRENETTE,
5564-o Assistant Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi. Dans la Cour Supérieure. N° 10547. Elisabeth de Chantal, épouse commune en biens de sieur Johnny Gagnon, étant mariée avec le susdit sous le régime de la communauté de biens par contrat de mariage, domiciliée en la Ville de Jonquière, district de Chicoutimi, demanderesse; vs Johnny Gagnon, résidant à Jonquière, district de Chicoutimi, défendeur.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi. Superior Court. No. 10,547. Elisabeth de Chantal, wife common as to property of Johnny Gagnon, being married with the said goods in common by a contract of marriage, domiciled in Jonquière, Chicoutimi district, Plaintiff; vs Johnny Gagnon, residing in Jonquière, Chicoutimi district, Defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée et signifiée en cette cause le 1er février 1944.

Chicoutimi, 8 février 1944.

Les Procureurs de la demanderesse,
5566-o McNICOLL & FORTIN.

An action in separation as to property was taken and duly signified February 1st, 1944, against defendant.

Chicoutimi, February 8th, 1944.

McNICOLL & FORTIN,
5566-o Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

AVIS DE RACHAT

L'HÔPITAL LAVAL

Émission de \$425,000. — 4%,
datée du 1er octobre 1935

Avis est par les présentes donné que conformément aux termes et dispositions de l'acte de fiducie et hypothèque relatif à l'émission d'obligations ci-dessus mentionnée, tel que signé en faveur du Trust Général du Canada, fiduciaire, le 7 août 1935 devant M^{re} P.-A. Angers, notaire à Québec, sous le numéro 9325 de ses minutes, l'Hôpital Laval rachètera, en date du 1er avril 1944, au prix de 101% de leur valeur nominale, toutes les obligations présentement en cours faisant partie de son émission au montant de \$425,000.00 portant intérêt au taux de 4% et datée du 1er octobre, 1935.

Les détenteurs desdites obligations sont donc requis de présenter leurs titres le 1er avril 1944, aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale dans la province de Québec ou au bureau de la Banque de Montréal, à Toronto, où ils sont domiciliés, afin d'en obtenir le paiement aux conditions stipulées ci-dessus. Toutes les obligations ainsi présentées pour rachat devront être accompagnées du coupon d'intérêt N° 18 échéant le 1er octobre 1944, et de ceux subséquents.

Après le 1er avril 1944, toutes les obligations qui n'auront pas été présentées pour paiement cesseront de porter intérêt.

Avis est également donné par les présentes que pour satisfaire aux conditions de son acte de fiducie, l'Hôpital Laval déposera le ou avant le 1er avril 1944, entre les mains du Trust Général du Canada, fiduciaire de ladite émission, les fonds nécessaires pour assurer le paiement de toutes les obligations en cours, plus les intérêts dus jusqu'au 1er avril 1944.

Québec, 11 février 1944.

Par ordre :

5527-6-2-o L'HÔPITAL LAVAL.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 9 février 1944, le changement de nom du "Syndicat Catholique National des Ouvriers du Textile de Drummondville" en celui de "Association de la Soie Celanese de Drummondville" a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 février 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5565-o JEAN BRUCHESI.

"KEARNEY BROS. LIMITED"

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie Kearney Bros. Limited tenue au bureau de la com-

Miscellaneous Notices

NOTICE OF REDEMPTION

L'HÔPITAL LAVAL

Issue of \$425,000.00, 4%,
dated October 1st, 1935

Notice is hereby given by "L'Hôpital Laval", hereinafter called the Corporation, that in accordance with the right reserved unto itself by the Trust Deed of Hypothec, Mortgage and Pledge executed by said Corporation in favour of General Trust of Canada, August 7th, 1935, before P. A. Angers, N. P., the Corporation will redeem before maturity, namely on the first of April, 1944 (April 1st, 1944) all its above mentioned bonds dated October 1st, 1935 and which will then be outstanding, at the price of 101% of their nominal value, together with interest accrued to the redemption date, upon presentation and surrender of said bonds, at the offices of Banque Canadienne Nationale, in the province of Quebec or at the office of the Bank of Montreal in Toronto, together with, thereto attached, all interest coupons maturing October 1st, 1944 and subsequently.

Notice is further given by the Corporation that it will deposit with the Trustee, in conformity with the said Trust Deed, on or before the date fixed for their redemption, the funds required for the redemption of its bonds in principal and interest accrued, as above stated, and that, in consequence of such deposit, such bonds will cease to bear interest as from the redemption date, namely April 1st, 1944.

Quebec, February 11th, 1944.

5527-6-2-o L'HÔPITAL LAVAL.

Notice is given that by Order in Council bearing date February 9th, 1944, the change of name of "Syndicat Catholique National des Ouvriers du Textile de Drummondville" to that of "Association de la Soie Celanese de Drummondville" has been authorized and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 11th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
5565 Under Secretary of the Province.

"KEARNEY BROS. LIMITED"

Extract from the minutes of special general meeting of shareholders of Kearney Bros. Limited, held at the office of the Company at

pagnie à 147 rue St-Pierre, Montréal, le 29 novembre 1943, à 11.30 heures du matin:

Il a été unanimement résolu de sanctionner le règlement 24, passé à une assemblée du conseil d'administration tenue au bureau de la compagnie, à Montréal, le 12ième jour de novembre 1943, que, conformément au règlement N° 2 de la compagnie, le nombre des directeurs soit augmenté à quatre (4) et que M. D. R. McGregor, un actionnaire dûment qualifié, soit, par les présentes, nommé directeur avec le titre de directeur-gérant.

Certifié conforme:

5593 Le secrétaire,
A. LANGLOIS.

AVIS

Par résolution régulièrement adoptée à sa dernière assemblée le 24 janvier 1944, le Club de la Jeunesse de Plessisville, Inc. a changé son nom en celui de l'Association du Bien-Être de la Jeunesse de Plessisville, Inc.

5567-o Le secrétaire,
GEO. H. LEMIEUX.

CHAMPOUX AUTOBUS TRANSPORT INC.

Règlement N° 1

Le nombre des directeurs est porté de trois à cinq.

5569-o Le secrétaire,
ARTHUR ROULEAU.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 9 février 1944, les règlements de "Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée", tels qu'adoptés à l'assemblée spéciale tenue le 20 janvier 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 11 février 1944.

5570-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de l'Hôtel de Ville de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 février 1944.

Le siège social de l'association est situé à Sherbrooke, Province de Québec.

5590-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de Trois-Pistoles, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 février 1944.

Le siège social du syndicat est situé à Trois-Pistoles, dans la province de Québec.

5571-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique des Barbiers et Coiffeurs et Coiffeuses de Rimouski Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été

147 St. Peter St. Montreal, on November 29th, 1943, at 11.30 o'clock of the forenoon:

It was unanimously resolved to sanction By-Law 24, passed at board of directors' meeting held at the office of the company in Montreal on the 12th day of November, 1943, that pursuant to By-Law No. 2 of the company, the number of directors be increased to four (4) and that Mr. D. R. McGregor, a duly qualified shareholder is hereby appointed a director, with the title of Managing-Director.

Certified correct:

5593-o A. LANGLOIS,
Secretary.

NOTICE

By a resolution duly adopted at its last meeting, January 24th, 1944, the "Club de la Jeunesse de Plessisville, Inc." has changed its name to that of "L'Association du Bien-Être de la Jeunesse de Plessisville, Inc."

5567 GEO. H. LEMIEUX,
Secretary.

CHAMPOUX AUTOBUS TRANSPORT INC.

By-Law No. 1

The Board of Directors is increased from three to five.

5569-o ARTHUR ROULEAU,
Secretary.

Notice is given that, by Order in Council bearing date February 9th, 1944, the by-laws of "Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée", as adopted at the special meeting held January 20th, 1944, have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the Office of the Provincial Secretary, February 11th, 1944.

5570 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "L'Association des Employés de l'Hôtel de Ville de Sherbrooke" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on February 11th, 1944.

The principal place of business of the association will be at Sherbrooke, Province of Québec.

5590 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de Trois-Pistoles, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 3rd February, 1944.

The principal place of business of the association is at Trois-Pistoles, Province of Québec.

5571 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Syndicat Catholique des Barbiers et Coiffeurs et Coiffeuses de Rimouski Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been au-

autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 novembre 1943.

Le siège social du syndicat est situé à Rimouski, Province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5606-o JEAN BRUCHESI.

Province de Québec

CORPORATION DE LA VILLE DE BLACK LAKE

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 97, ont été tirées au sort:

Dénominations de \$100.00: Nos 3-5-10-21-49-74-76-81-109-124.

Dénominations de \$500.00: Nos 47-69-84-117-141-170-173-186-224-227.

Dénominations de \$1,000.00: Nos 14-64-80-98.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er avril 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
5568-o J.-O. LAPLANTE.

thorized by the Provincial Secretary on November 26th, 1943.

The principal place of business of the association will be at Rimouski, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
5606 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

CORPORATION OF THE TOWN OF BLACK LAKE

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under the authority of By-law No. 97, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.: Nos. 3-5-10-21-49-74-76-81-109-124.

Denomination of \$500.: Nos. 47-69-84-117-141-170-173-186-224-227.

Denomination of \$1,000.: Nos. 14-64-80-98.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of April, 1944, from which date they shall cease to bear interest.

J. O. LAPLANTE,
5568 Secretary-Treasurer.

Bureaux-Chef

THE WINDSOR MILLS HOCKEY CLUB
INCORPORATED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Windsor Mills Hockey Club Incorporated, constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1941, et ayant son siège social en la ville de Windsor, province de Québec, a établi son bureau au s/d Canada Paper Company, Windsor, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Windsor, ce troisième jour de février 1944.

Le président,
5572 DALLAS GRANT.

THE CHART AND MARKET SERVICE INC.

Avis est, par les présentes, donné que le siège social de la compagnie ci-dessus mentionnée est situé à 614 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal.

Montréal, le 9 février 1944.

Le secrétaire,
5589 JEAN STEELE.

Chief-Offices

THE WINDSOR MILLS HOCKEY CLUB
INCORPORATED

Notice is hereby given that the Windsor Mills Hockey Club Incorporated, incorporated by Letters Patent on the twenty-fourth day of January, 1941, and having its head office in the Town of Windsor, Province of Quebec, has established its office at c/o Canada Paper Company, Windsor, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Windsor, this third day of February, 1944.

DALLAS GRANT,
5572-o President.

THE CHART AND MARKET SERVICE INC.

Notice is hereby given that the Head Office of the above mentioned Company is situate at 614 St. James Street, West, in the City of Montreal.

Montreal, February 9, 1944.

JEAN STEELE,
5589-o Secretary

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature Provinciale, lors de sa présente session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et aux différentes lois qui la modifient, sur les matières suivantes:

Pour demander l'autorisation d'emprunter \$100,000.00 pour la construction de pavages permanents et \$50,000.00 pour la réfection des pavages; \$250,000.00 pour la construction d'un

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Provincial Legislature, at its present session, for certain amendments to its charter, the Act 19 George V, chapter 95, and the various acts amending it, on the following matters:

To request the authorization to borrow \$100,000 for the construction of permanent pavings and \$50,000 for the rebuilding of pavings; \$250,000 for the erection of a building for the use

édifice à l'usage du Bureau d'Hygiène de la Cité; \$10,000.00 pour construire des résidences pour les opérateurs de la chloration de l'eau; \$500,000.00 pour améliorer l'eau de boisson et l'aqueduc de la cité; \$50,000.00 pour construire deux raccords entre les conduites de 30 et 40 pouces, pour l'aqueduc de la cité; pour fixer à trois ans le terme d'office des membres du Conseil; pour demander l'abolition de la taxe personnelle ou capitation; pour que l'effet du décret sur les immeubles vendus pour taxes municipales et scolaires soit étendu à l'usufruit et aux substitutions non ouvertes; pour donner à la Cité des pouvoirs plus étendus lorsqu'il s'agit de réglementer l'inspection et la vente des aliments; pour obtenir des pouvoirs additionnels de réglementation au sujet de la municipalisation et de l'enlèvement de la neige; pour modifier le mode d'adoption des règlements; pour augmenter la contribution de la Cité à la construction des trottoirs; pour augmenter le pouvoir d'emprunt annuel de la Cité lorsqu'il s'agit d'introduire l'eau de l'aqueduc et de poser le drainage dans les rues de la cité; pour demander certains pouvoirs additionnels concernant le fonds de pension des constables et des pompiers de la cité; pour demander l'autorisation d'établir un fonds de pension et de retraite contributoire pour les employés des services extérieurs; pour demander l'octroi de certaines commutations de taxes; pour donner des pouvoirs additionnels à la Commission d'Urbanisme; pour demander l'autorisation d'emprunter pour construire une ou plusieurs maisons de logements afin de faire disparaître les taudis; pour amender la loi concernant la Cour du Recorder de la Cité; et tous autres amendements concernant la bonne administration des affaires de la Cité.

Québec, 24 janvier, 1944.

Les avocats de la Cité de Québec,
5407-4-4-0 PELETTIER & GODBOUT.

of the Health Department of the City; \$10,000 to build houses for those in charge of the chlorination of the water; \$500,000 to improve the drinking water and waterworks of the city; \$50,000 to build two connections between the 30 and 40 inch mains, for the City's waterworks; to fix the term of office of the members of the Council to three years; to request the abolishing of the personal or head tax; to extend the effect of a Sheriff's sale of immovables sold for municipal and school taxes to the usufruct and substitutions not yet open; to give the City greater scope in regulating the inspection and sale of foodstuffs; to obtain additional powers regulating the removal of snow by the City; to amend the mode of adoption of by-laws; to increase the City's contribution towards the building of sidewalks; to increase the City's power to borrow annually as regards the installation of waterworks and the laying of sewers in the streets of the city; for certain additional powers respecting the pension fund of the constables and firemen of the City; for authorization to establish a contributory pension and superannuation fund for outside service employees; for the granting of certain commutation of taxes; for the granting of additional powers to the Town Planning Commission; for authorization to borrow for the construction of one or several dwelling houses so as to do away with the hovels; for amendment to the Act respecting the Recorder's Court of the City; and for all other amendments concerning the good administration of the affairs of the City.

Quebec, January 24th, 1944.

PELETTIER & GODBOUT,
5407-4-4 Attorneys for the City of Quebec.

Canada, Province de Québec, District de Québec

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Dame M. Hilda Belleau, de la cité de Québec, province de Québec, veuve de feu Joseph Dumas, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure Yvette Dumas, Wilfrid Therrien, rentier, du village de St-Charles, comté de Bellechasse, et Joseph-Arthur Dumas, mécanicien, de la cité de Québec, province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi aux fins de légaliser les ventes faites par Joseph Arthur Dumas à Wilfrid Therrien, en date du 13 juillet 1941 et du 14 août 1941 et de faire disparaître la prohibition d'aliéner affectant les immeubles légués à Joseph Arthur Dumas et à Yvette Dumas par feu Jean Boucher et feu Félicitée Tanguay, par leurs testaments respectifs.

Québec, 26 janvier 1944.

Le procureur des pétitionnaires,
5408-4-4-0 PAUL ROY.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dame M. Hilda Belleau, of the City of Quebec, Province of Quebec, widow of the late Joseph Dumas, in her quality of tutrix to her minor daughter, Yvette Dumas, Wilfrid Therrien, annuitant, of the Village of St-Charles, County of Bellechasse, and Joseph Arthur Dumas, mechanic, of the City of Quebec, Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of a Bill to legalize the sales made by Joseph Arthur Dumas to Wilfrid Therrien, bearing date July 13th, 1941, and August 14th, 1941, and to cancel the prohibition to dispose of, affecting the immovables bequeathed to Joseph Arthur Dumas and to Yvette Dumas by the late Jean Boucher and the late Félicitée Tanguay, by their respective wills.

Quebec, January 26th, 1944.

PAUL ROY,
5408-4-4 Attorney for the petitioners.

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session (1944), pour obtenir l'adoption d'une Loi pour amender sa charte en pourvoyant à l'ouverture des bureaux de scrutin à ses élections municipales à 8 heures du matin au lieu de 7 heures du matin; pour obtenir la retraite et l'élection de la moitié de son conseil municipal par rotation à

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the current (1944) session for the passing of an Act to amend its Charter by providing for the opening of polls at its municipal elections at 8.00 a.m. instead of 7.00 a.m.; for the retirement and election of one-half of its municipal council by rotation each year and for confirmation of the extinguishment of a serv-

chaque année, ainsi que la confirmation de l'abolition d'une servitude et d'une restriction de construction affectant certaines propriétés dans la ville présentement utilisées à des fins manufacturières.

Mont-Royal, le 7 février 1944.

Les procureurs de la ville de Mont-Royal,
MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT &
HUGESSEN.

Bureau: Boisvert & Corriveau,
80, St-Pierre, Québec,
Agents.

5531-6-4

Avis est par les présentes donné que la Caisse de Remboursement, constituée en corporation par la loi 3 Édouard VII, chapitre 121, et amendements, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir une loi la constituant en compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom de "Caisse Nationale d'Économie (Assurance-Vie)" et la soumettant aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec.

Montréal, 9 février 1944.

Les Procureurs de la requérante,
5528-6-4-o LAURENDEAU & LAURENDEAU.

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Tadoussac et les commissaires d'écoles de la municipalité de Ste-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi ratifiant et confirmant une résolution de ladite corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Ste-Croix de Tadoussac, passées respectivement le 3 février, 1944, et le 28 janvier, 1944, fixant le montant des taxes municipales et scolaires qui doivent être payées par la compagnie Canada Steamship Lines Limited, ses successeurs et ayants cause, pour certaines propriétés situées dans le village de Tadoussac, pour une période de dix ans, à compter de l'année financière 1943, et pour autres fins.

Montréal, le 8 février 1944.

Les procureurs des requérants,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
5573-7-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Peter Marshall Laing de Montréal s'adressera à la présente session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir l'adoption d'une Loi l'admettant à la pratique du droit, après avoir passé un examen oral sur les Lois de la province de Québec, suivant la recommandation à cet effet passée par le conseil général du Barreau le 12 février 1944.

Montréal, le 14 février 1944.

Le requérant,
PETER M. LAING.

Les procureurs du requérant,
MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT
5594-7-4 & HUGESSEN.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que, lors de l'étude de la loi modifiant la charte de la cité de Québec, à la présente session, le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Québec présentera un amendement

itude and building restriction affecting certain property in the Town now used for factory purposes.

Mount Royal, February 7th, 1944.

MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT &
HUGESSEN,
Attorneys for the Town of Mount Royal.

Office: Boisvert & Corriveau,
80 St. Peter, Quebec,
Agents.

5531-6-4-o

Notice is hereby given that the Caisse de Remboursement, incorporated by the law 3 Edward VII, Chapter 121, and amendments, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act incorporating it as a mutual life insurance company under the name of "Caisse Nationale d'Économie (Assurance-Vie)" and making it subject to the provisions of the Quebec Insurance Act.

Montreal, 9th February 1944.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
5528-6-4-o Solicitors for applicant.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Tadoussac and the School Commissioners of the Municipality of Ste. Croix de Tadoussac, in the County of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act ratifying and confirming a resolution of the said corporation of the Village of Tadoussac and a resolution of the said School Commissioners of the Municipality of Ste. Croix de Tadoussac which were passed on the 3rd of February, 1944, and the 28th of January, 1944, respectively, fixing the municipal and school taxes to be paid by Canada Steamship Lines Limited, its successors and assigns upon certain properties in the Village of Tadoussac for a period of ten years, beginning with the financial year 1943, and for other purposes.

Montreal, February 8th, 1944.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
5573-7-4-o HOWARD, FORSYTH & KER,
Attorneys for Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that Peter Marshall Laing of Montreal will apply at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act admitting him to the practice of law after the passing of an oral examination upon the laws of the Province of Quebec, following the recommendation to that effect passed by the General Council of the Bar on February 12th, 1944.

Montreal, February 14, 1944.

PETER M. LAING,
Applicant.

MACDOUGALL, MACFARLANE,
5594-7-4-o SCOTT & HUGESSEN,
Solicitors for Applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the time of the taking into consideration of the Act amending the Charter of the City of Quebec, at the present session, the Board of the Roman Catholic School Commission of the City of Quebec will

à sa charte au sujet de la nomination de ses commissaires.

Québec, le 11 février,

5574-7-2-o

Le secrétaire-trésorier,

EUGÈNE HUOT.

present an amendment to its charter respecting the appointment of its commissioners.

Quebec, February 11th,

5574-7-2

EUGÈNE HUOT,

Secretary-Treasurer.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Champs de Bataille Nationaux s'opposera à la demande de la cité de Québec, à la Législature Provinciale, d'amender sa charte, la Loi 19, George V, Chapitre 95, et autres différentes lois qui la modifient, en vue de donner des pouvoirs additionnels à la Commission d'Urbanisme et de permettre à ladite cité d'obtenir tous autres amendements concernant son administration des affaires, et demandera à la Législature Provinciale d'amender ladite charte et, en particulier, l'article 541, et de décréter qu'il sera défendu de bâtir, reconstruire, démolir ou réparer aucune construction sur l'étendue d'une zone de cent (100) pieds de largeur bordant les avenues, allées ou terrains des Champs de Bataille Nationaux, sans en avoir préalablement obtenu la permission de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, et qu'aucun permis municipal, à l'effet des présentes, ne sera émis avant ledit assentiment de la Commission des Champs de Bataille Nationaux.

Québec, 16 février 1944.

Le procureur de la Commission,

5601-7-4-o L.-E.-LANGIS GALIPEAULT.

Quebec, February 16, 1944.

L. E. LANGIS GALIPEAULT,

5601-7-4 Attorney for the Commission.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the National Battlefields Commission will oppose the application of the City of Quebec, to the Provincial Legislature, to amend its charter, the Act 19, George V, chapter 95, and other various Acts amending it, with a view to giving additional powers to the Town Planning Commission and to permit the said city to obtain any other amendments concerning its administration of affairs, and will apply to the Provincial Legislature to amend the said charter and, in particular, section 541, and to enact that it be prohibited from building, rebuilding, demolishing or repairing any building on the area of a zone of one hundred (100) feet in width bordering the avenues, alleys or lands of the National Battlefields, without previously obtaining the permission of the National Battlefields Commission and that no municipal permit, in respect hereof, shall be issued without the said consent of the National Battlefields Commission.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de St-Hyacinthe, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers d'Argenteuil" et que son principal siège d'affaires est à St-Damase, comté de St-Hyacinthe.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce huitième jour de février 1944.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,

5591-o ADRIEN MORIN.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of St-Hyacinthe, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S., 1941, chapter 120), under the name of "Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers d'Argenteuil" and that its principal place of business is at St-Damase, county of St-Hyacinthe.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this eighth day of February, 1944.

ADRIEN MORIN,

5591 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Department of Agriculture

Département de l'Instruction publique

N° 648-43

Québec, le 10 février 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 9 février 1944, d'annexer à la municipalité scolaire du Lac LaCroix, dans le comté de Pontiac, les lots 33 à 44 inclusivement du rang I du canton de Church et les lots 21 à 37 inclusivement du rang II du même canton.

5595-o

N° 1471-37

Québec, le 14 février 1944.

Attendu qu'une erreur s'est glissée dans l'arrêté ministériel N° 1809, en date du 24 juillet 1942, concernant l'érection de la municipalité scolaire de Saint-Charles-Borromée, dans le comté de Joliette, il est opportun de modifier le dit arrêté

Department of Education

No. 648-43

Quebec, February 10th, 1944.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 9th of February, 1944, to annex to the School Municipality of Lac LaCroix, in the County of Pontiac, lots 33 to 44 inclusively of Range I of the Township of Church and lots 21 to 37 inclusively of Range II of the same Township.

5595-o

No. 1471-37

Quebec, February 14, 1944.

Whereas due to an error which occurred in the Order in Council No. 1809, dated the 24th of July, 1942, concerning the erection of the school municipality of Saint-Charles-Borromée, in the county of Joliette, it is expedient to amend the

ministériel en retranchant du territoire de la municipalité scolaire ci-dessus mentionnée, la partie du lot N° 52 appartenant à monsieur Gaston Lafond et le lot 53 pour les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Thomas dans le même comté. 5597-7-2-o

said Order in Council by withdrawing from the territory of the school municipality above mentioned, that part of lot No. 52 belonging to Mr. Gaston Lafond and lot 53 to annex them to the school municipality of Saint-Thomas in the same county. 5597-7-2

Département des Terres & Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore (Maintenant partie de la ville de Shawinigan-Falls), division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que le lot 628-737-1 est annulé conformément aux dispositions de l'article 2174a du Code civil.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre.

Québec, le 26 janvier 1944.

Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD. 5592-o

Department of Lands & Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Ste. Flore (Now part of the town of Shawinigan-Falls), Registration Division of Three Rivers.

Notice is hereby given that lot 628-737-1 is cancelled in virtue of Article 2174a of the civil Code.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch.

Quebec, January the 26th, 1944.

AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister. 5592-o

ERRATUM

Dans la *Gazette officielle de Québec* des 15 et 29 janvier aux pages 87 et 395 pour le lot de Mme James Spallin dans la Municipalité scolaire de St-Joseph de Wakefield veuillez lire lot 2B au lieu de 1B.

Donné à Maniwaki, ce 15ième jour de février mil neuf cent quarante-quatre.

Le sec.-trés. Corp. du Cté de Gatineau,
PALMA JOANIS. 5596-o

ERRATUM

In the *Quebec Official Gazette*, of the 15th and 29th of January, on pages 87 and 395, for the lot of Mrs. James Spallin, in the School Municipality of St-Joseph de Wakefield, please read "lot 2B" instead of "1B".

Given at Maniwaki, this 15th day of February, nineteen hundred and forty-four.

PALMA JOANIS,
5596 Sec. Treas. Corp. of the Co. of Gatineau.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 26 janvier 1944.

M. Harris Belec, sergent-détective de la force policière de Westmount, 3842 rue Botrel, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

M. L. A. Pepler, assistant du vice-président de la Canadian Car & Foundry Company, Limited, 2045 Boulevard Decarie, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Alfred Leduc, président de la compagnie E. & A. Leduc, Limitée, 627 avenue Victoria, Westmount, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, January 26, 1944.

Mr. Harris Belec, sergeant-detective in the Westmount Police Force, 3842 Botrel Street, Montreal: to be Justice of the Peace to receive oaths only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, according to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, Chapter 15).

Mr. L. A. Pepler, assistant vice president of the Canadian Car & Foundry Company, Limited, 2045 Decarie Boulevard, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Alfred Leduc, president of the company E. & A. Leduc, Limitée, 627 Victoria avenue, Westmount, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

M. Ernest Hooper, employé de J. Edde Limited, 7959 rue Berri, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. David Roy, cultivateur, St-Michel, comté de Bellechasse: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Adrien Lachance, inspecteur de l'impôt sur le revenu, 30 Ave Bougainville, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 27 janvier 1944.

M. Pacifique Chatel, agent, de Valleyfield: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 28 janvier 1944.

M. Évariste Favreau, secrétaire des Artisans Canadiens-Français, 5619 rue Chabot, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Victor Labrie, employé de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, 124, 11^{ème} rue, Limoilou, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 29 janvier 1944.

M. Sousa Brien, gérant, 43 rue King Est, Sherbrooke, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Joseph-Alcidas Lacroix, employé civil, 39a, rue St-Charles Ouest, Longueuil, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Omer Rainville, maire du village d'Henryville, comté d'Iberville: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire d'Iberville. 5607-o

Mr. Ernest Hooper, employee of J. Edde Limited, 7959 Berri street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. David Roy, farmer, St-Michel, county of Bellechasse: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Adrien Lachance, income tax inspector, 30 Bougainville Ave., Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, January 27, 1944.

Mr. Pacifique Chatel, agent, of Valleyfield: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, January 28th, 1944.

Mr. Évariste Favreau, secretary of "Les Artisans Canadiens-Français", 5619 Chabot street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Victor Labrie, employee of the Wartime Prices and Trade Board, 124, 11th street, Limoilou, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, January 29th, 1944.

Mr. Sousa Brien, manager, 43 King street East, Sherbrooke P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Joseph-Alcidas Lacroix, civil employee, 39a, St. Charles street West, Longueuil, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Omer Rainville, mayor of the Village of Henryville, County of Iberville: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Iberville. 5607

Vente pour taxes municipales

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA RIVIÈRE-DU-MOULIN

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté

Sale for Municipal Taxes

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF RIVIÈRE-DU-MOULIN

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the

en date du quatorze février 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale du village de la Rivière-du-Moulin, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encaissement public, à la salle du conseil du village de la Rivière-du-Moulin, (hôtel de ville), le TREIZE MARS 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, cet immeuble ne sera pas vendu si toutes les taxes exigibles sont payées avant le moment de telle vente, sauf celles de l'année 1944.

Élie Savard.—Partie du lot numéro 71-A du rang 1 nord-ouest chemin Sydenham, canton Chicoutimi, du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, mesurant 100 pieds de profondeur, environ, du nord-ouest au sud-ouest, sur 50 pieds de largeur, du nord-est au sud-est, compris dans les bornes suivantes: vers le nord, au chemin public, vers l'est, à la rue de l'École, vers le sud au terrain de Anthime Larouche ou représentants et vers l'ouest au terrain de Lucien Bertrand ou représentants, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant y être attachées.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 16 février 1944.

Le secrétaire-trésorier,
5598-7-2-0 J.-A. OUELLETTE.

fourteenth day of February, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the village of Rivière-du-Moulin, with interest and costs, and that consequently, the said immovable will be sold by public auction, in the council hall of the village of Rivière-du-Moulin, (town hall), on the THIRTEENTH day of MARCH, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable will not be sold if all the taxes due be paid before the said sale, save those for the year 1944.

Élie Savard.—Part of lot number 71-A of Range 1 North-West Sydenham Road, Township Chicoutimi, of the official cadastre of the parish of Chicoutimi, measuring about 100 feet in depth, from Northwest to Southwest, by 50 feet in width, from the Northeast to the Southeast, comprised within the following boundaries: on the North, by the public road, on the East, by School street (rue de l'École), on the South by the land of Anthime Larouche or representatives and on the West by the land of Lucien Bertrand or representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto.

The purchase price will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Rivière-du-Moulin, this 16th of February, 1944.

J. A. OUELLETTE,
5598-7-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, } NAPOLÉON GUI-
District de Kamouraska, } GNARD, culti-
N° 15800 } vateur de St-David
d'Escourt, demandeur; contre Jean Baptiste
Morissette, du même lieu et maintenant de
lieux inconnus, défendeur, savoir:

"Le lot numéro quatorze (14), rang six (6), canton Escourt, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'Église de la paroisse de St-David d'Escourt, le DEUXIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière du Loup, 26 janvier 1944. 5431-4-2-0
[Première publication, 29 janvier 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 66/1943 } contre PROPRIÉTAIRE
INCONNU, à savoir:

La subdivision N° 50 (cinquante) du lot N° 2358 (deux mille trois cent cinquante-huit) du

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, } NAPOLÉON GUI-
District of Kamouraska, } GNARD, farm-
No. 15800 } er, of St-David d'Es-
court, plaintiff; against Jean Baptiste Morissette,
of the same place and now of parts unknown,
defendant, to wit:

Lot number fourteen (14), Range six (6), Township of Escourt—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of St-David d'Escourt, on the SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, January 26, 1944. 5431-4-2
[First publication, January 29, 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 66/1943 } against an UNKNOWN
OWNER, to wit:

Subdivision No. 50 (fifty) of lot No. 2358 (two thousand three hundred and fifty-eight) of the

cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur de Québec, étant un lot vacant situé sur la côte Bell, mesurant 34 pieds de largeur, plus ou moins, sur 60 pieds de profondeur, et contenant en superficie 2,040 pieds, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 14 fév. 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication, 19 février 1944] 5575-7-2-o
[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 67/1943 } L contre PROPRIÉTAIRE INCONNU, à savoir:

1. Les subdivisions Nos 118, 119 et 120 (cent dix-huit, cent dix-neuf et cent vingt) du lot N° 2358 (deux mille trois cent cinquante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant des lots vacants situés côte Bell, mesurant chacun 34 pieds de largeur par 60 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

2. Les subdivisions Nos 135, 136, 137, 251, 252, 253, 267, 268 et 269 (cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois, deux cent soixante-sept, deux cent soixante-huit et deux cent soixante-neuf) du lot N° 2358 (deux mille trois cent cinquante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant des lots vacants situés dans le "Parc St-Malo", mesurant chacun 34 pieds de largeur par 60 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 14 fév. 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication, 19 février 1944] 5576-7-2-o
[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 68/1943 } L contre PROPRIÉTAIRE INCONNU, à savoir:

1. Les subdivisions Nos 4 et 5 (quatre et cinq) du lot N° 2346 (deux mille trois cent quarante-six) du cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur de Québec, étant des lots vacants situés sur l'Avenue Lesage, mesurant chacun 34 pieds de largeur par 60 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

2. La subdivision N° 73 (soixante-treize) du lot N° 434 (quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel pour St-Roch nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant un lot vacant situé sur la rue Jeanne Mance, mesurant 25 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 14 février 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication, 19 février 1944] 5577-7-2-o
[Deuxième publication, 4 mars 1944]

official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec, being a vacant lot situate on Bell Hill, measuring 34 feet in width, more or less, by 60 feet in depth, and containing an area of 2,040 feet, English measure—circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the City of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, Feb. 14th, 1944. 5575-7-2
[First publication, February 19th, 1944]
[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 67/1943 } T against an UNKNOWN OWNER, to wit:

1. Subdivisions Nos. 118, 119 and 120 (one hundred and eighteen, one hundred and nineteen and one hundred and twenty) of lot No. 2358 (two thousand three hundred and fifty-eight) of the official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec, being vacant lots situate on Bell Hill, each measuring 34 feet in width by 60 feet in depth—circumstances and dependencies.

2. Subdivisions Nos. 135, 136, 137, 251, 252, 253, 267, 268 and 269 (one hundred and thirty-five, one hundred and thirty-six, one hundred and thirty-seven, two hundred and fifty-one, two hundred and fifty-two, two hundred and fifty-three, two hundred and sixty-seven, two hundred and sixty-eight and two hundred and sixty-nine) of lot No. 2358 (two thousand three hundred and fifty-eight) of the official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec, being vacant lots situate in "Parc St-Malo", each measuring 34 feet in width by 60 feet in depth—circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, Feb. 14th 1944. 5576-7-2
[First publication, February 19th, 1944]
[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 68/1943 } T against an UNKNOWN OWNER, to wit:

1. Subdivisions Nos. 4 and 5 (four and five) of lot No. 2346 (two thousand three hundred and forty-six) of the official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec, being vacant lots situate on Lesage avenue, each measuring 34 feet in width by 60 feet in depth—circumstances and dependencies.

2. Subdivision No. 73 (seventy-three) of lot No. 434 (four hundred and thirty-four) of the official cadastre for St-Roch Nord, now Jacques-Cartier ward of the City of Quebec, being a vacant lot situate on Jeanne Mance street, measuring 25 feet in front by 80 feet in depth, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, Feb. 14th, 1944. 5577-7-2
[First publication, February 19th, 1944]
[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L** A CITÉ DE QUÉBEC;
N° 76/1943 } contre PROPRIÉTAI-
RE INCONNU, à savoir:

Les subdivisions Nos 105 et 106 (cent cinq et cent six) du lot N° 2102 (deux mille cent deux) du cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur de Québec, étant des lots vacants situés sur la rue St-Alexis, mesurant environ 35 pieds de front sur 70 pieds de profondeur, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 14 février 1944. 5578-7-2-o

[Première publication, 19 février 1944]

[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L** A CITÉ DE QUÉBEC;
N° 77/1943 } contre PROPRIÉTAI-
RE INCONNU, à savoir:

Les subdivisions Nos 128, 129 et 130 (cent vingt-huit, cent vingt-neuf et cent trente) du lot N° 46 (quarante-six) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, situées au lieu appelé Eastmont Park, mesurant chacun 25 pieds de front par 75 pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 14 février 1944. 5579-7-2-o

[Première publication, 19 février 1944]

[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L** A CITÉ DE QUÉBEC;
N° 78/1943 } contre PROPRIÉTAI-
RE INCONNU, à savoir:

La subdivision N° 132 (cent trente-deux) du lot N° 46 (quarante-six) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur la rue Madeleine de Verchères, mesurant 25 pieds de front sur 75 pieds de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 14 février 1944. 5580-7-2-o

[Première publication, 19 février 1944]

[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L** A CITÉ DE QUÉBEC;
N° 79/1943 } contre PROPRIÉTAI-
RE INCONNU, à savoir:

Les subdivisions Nos 8 et 9 (huit et neuf) du lot N° 201 (deux cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb de Sillery, maintenant

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC;
No. 76/1943 } against an UNKNOWN
OWNER, to wit:

Subdivisions Nos. 105 and 106 (one hundred and five and one hundred and six) of lot No. 2102 (two thousand one hundred and two) of the official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec, being vacant lots situate on St-Alexis street, measuring about 35 feet in front by 70 feet in depth, English measure—circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the City of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 14th, 1944. 5578-7-2

[First publication, February 19th, 1944]

[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC;
No. 77/1943 } against an UNKNOWN
OWNER, to wit:

Subdivisions Nos. 128, 129 and 130 (one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-nine and one hundred and thirty) of lot No. 46 (forty-six) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Quebec, situate at the place called Eastmont Park, each measuring 25 feet in front by 75 feet in depth, more or less, without warranty of exact measurement, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 14th, 1944. 5579-7-2

[First publication, February 19th, 1944]

[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC;
No. 78/1943 } against an UNKNOWN
OWNER, to wit:

Subdivision No. 132 (one hundred and thirty-two) of lot No. 46 (forty-six) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Quebec, being a vacant lot situate on Madeleine de Verchères street, measuring 25 feet in front by 75 feet in depth, more or less, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 14th, 1944. 5580-7-2

[First publication, February 19th, 1944]

[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC;
No. 79/1943 } against an UNKNOWN
OWNER, to wit:

Subdivisions Nos. 8 and 9 (eight and nine) of lot No. 201 (two hundred and one) of the official cadastre for the Parish of St-Colomb de Sillery,

quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant des lots vacants situés sur la rue Madeleine de Verchères, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 14 février 1944. L. LAPIERRE. 5581-7-2-o
[Première publication, 19 février 1944]
[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 85/1943 } contre PROPRIÉTAIRE INCONNU, à savoir:

Les subdivisions Nos 84 et 85 (quatre-vingt-quatre) et (quatre-vingt-cinq) du lot N° 2358 (deux mille trois cent cinquante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur de Québec, étant des lots vacants situés dans la côte Bell, mesurant chacun 34 pieds de largeur sur 60 pieds de profondeur, et contenant en superficie chacun 2,040 pieds, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 14 février 1944. L. LAPIERRE. 5582-7-2-o
[Première publication, 19 février 1944]
[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 86/1943 } contre PROPRIÉTAIRE INCONNU, à savoir:

Les lots Nos 367 et 368 (trois cent soixante-sept et trois cent soixante-huit) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant des lots vacants situés sur la rue Jalobert, mesurant chacun 25 pieds de front sur 75 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 14 février 1944. L. LAPIERRE. 5583-7-2-o
[Première publication, 19 février 1944]
[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 93/1943 } contre PROPRIÉTAIRE INCONNU, à savoir:

La subdivision N° 27 (vingt-sept) du lot N° 429 (quatre cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur l'Avenue des Ormes, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 14 février 1944. L. LAPIERRE. 5585-7-2-o
[Première publication, 19 février 1944]
[Deuxième publication, 4 mars 1944]

now Montcalm Ward, of the City of Quebec, being vacant lots situate on Madeleine de Verchères street, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, February 14th, 1944. 5581-7-2
[First publication, February 19th, 1944]
[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 85/1943 } against an UNKNOWN OWNER, to wit:

Subdivisions Nos. 84 and 85 (eighty-four and eighty-five) of lot No. 2358 (two thousand three hundred and fifty-eight) of the official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec, being vacant lots situate on Bell's Hill, each measuring 34 feet in width by 60 feet in depth, and each containing a superficial area of 2,040 feet, English measure, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, February 14th, 1944. 5582-7-2
[First publication, February 19th, 1944]
[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 86/1943 } against an UNKNOWN OWNER, to wit:

Lots Nos. 367 and 368 (three hundred and sixty-seven and three hundred and sixty-eight) of the official cadastre for St-Roch Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being vacant lots situate on Jalobert street, each measuring 25 feet in front by 75 feet in depth, more or less, English measure, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, February 14th, 1944. 5583-7-2
[First publication, February 19th, 1944]
[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 93/1943 } against an UNKNOWN OWNER, to wit:

Subdivision No. 27 (twenty-seven) of lot No. 429 (four hundred and twenty-nine) of the official cadastre for St-Roch-Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being a vacant lot situate on Avenue des Ormes, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, February 14th, 1944. 5585-7-2
[First publication, February 19th, 1944]
[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L** A CITÉ DE QUÉBEC;
 N° 92/1943 } contre PROPRIÉTAI-
 RE INCONNU, à savoir:

Les subdivisions Nos 151 et 152 (cent cinquante et un et cent cinquante-deux) du lot N° 2344 (deux mille trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur de Québec, étant des emplacements situés sur l'Avenue Lesage, mesurant chacun 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L. LAPIERRE.

Bureau du shérif,

Québec, ce 14 février 1944.

5584-7-2-o

[Première publication, 19 février 1944]

[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L** A CITÉ DE QUÉBEC;
 N° 99/1943 } contre PROPRIÉTAI-
 RE INCONNU, à savoir:

Le lot N° 432 (quatre cent trente-deux) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot situé sur la Première Avenue, (Limoulu), avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L. LAPIERRE.

Bureau du shérif,

Québec, ce 14 février 1944.

5586-7-2-o

[Première publication, 19 février 1944]

[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L** A CITÉ DE QUÉBEC;
 N° 100/1943 } contre PROPRIÉTAI-
 RE INCONNU, à savoir:

La subdivision N° 28 (vingt-huit) du lot N° 429 (quatre cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur l'avenue des Ormes, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L. LAPIERRE.

Bureau du shérif,

Québec, ce 14 février 1944.

5587-7-2-o

[Première publication, 19 février 1944]

[Deuxième publication, 4 mars 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L** A CITÉ DE QUÉBEC;
 N° 101/1943 } contre PROPRIÉTAI-
 RE INCONNU, à savoir:

La subdivision N° 243 (deux cent quarante-trois) du lot N° 434 (quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue de La Normandie, circonstances et dépendances.

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC;
 No. 92/1943 } against an UNKNOWN
 OWNER, to wit:

Subdivisions Nos. 151 and 152 (one hundred and fifty-one and one hundred and fifty-two) of lot No. 2344 (two thousand three hundred and forty-four) of the official cadastre for the Parish of St-Sauveur de Québec, being emplacements situate on Lesage avenue, each measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, February 14th, 1944.

5584-7-2

[First publication, February 19th, 1944]

[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC;
 No. 99/1943 } against an UNKNOWN
 OWNER, to wit:

Lot No. 432 (four hundred and thirty-two) of the official cadastre for St-Roch-Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being a lot situate on First Avenue, (Limoulu), with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, February 14th, 1944.

5586-7-2

[First publication, February 19th, 1944]

[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC;
 No. 100/1943 } against an UNKNOWN
 OWNER, to wit:

Subdivision No. 28 (twenty-eight) of lot No. 429 (four hundred and twenty-nine) of the official cadastre for St-Roch-Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being a vacant lot situate on Avenue des Ormes, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, February 14th, 1944.

5587-7-2

[First publication, February 19th, 1944]

[Second publication, March 4th, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC;
 No. 101/1943 } against an UNKNOWN
 OWNER, to wit:

Subdivision No. 243 (two hundred and forty-three) of lot No. 434 (four hundred and thirty-four) of the official cadastre for St-Roch-Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on La Normandie street, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 14 février 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication, 19 février 1944] 5588-7-2-o
[Deuxième publication, 4 mars 1944]

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Quebec, February 14th, 1944. Sheriff.
[First publication, February 19th, 1944] 5588-7-2
[Second publication, March 4th, 1944]

RIMOUSKI

Fieri Facias

Cour Supérieure

District de Rimouski. { **B** E R N A D E T T E
N° 8591 { DESROSIERS;
vs LES HÉRITIERS DE FEU L'ABBÉ
ANDRÉ ALBERT DESROSIERS.

Avis est par le présent donné, que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à 2 heures P.M. le 15 février 1944, à la porte de l'église de Ste-Luce, aura lieu au même endroit, à DEUX heures P.M. le SIX MARS 1944.

Le shérif,
5600-o CHS. D'ANJOU.

RIMOUSKI

Fieri Facias

Superior Court

District of Rimouski. { **B** E R N A D E T T E
No. 8591 { DESROSIERS;
vs THE HEIRS OF THE LATE ABBÉ AN-
DRÉ ALBERT DESROSIERS.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause formerly announced to take place at 2 o'clock P.M. on February 15th, 1944, at the church door of Ste-Luce, will be held at the same place at TWO o'clock P.M. on the SIXTH of MARCH, 1944.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

ROUYN-NORANDA

Cour Supérieure.—District de Montréal.

N° 217473 { **L** E P R O C U R E U R G É N É R A L
DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC; versus JOANNES DAVIDSON
MINES LTD, à savoir:

Comme appartenant à la défenderesse, le permis de mise en valeur numéro 3347 comprenant les claims miniers numéros 28150 et 28151, du canton Joannes, district de Rouyn-Noranda, sera vendu au bureau d'enregistrement de Ville-Marie, P.Q., MERCREDI, le PREMIER jour de MARS, 1944, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Cabinet du shérif, J.-H. BELLEHUMEUR.
Rouyn, le 19 janvier 1944. 5415-4-2-o
[Première publication, le 29 janvier 1944]

ROUYN-NORANDA

Superior Court.—District of Montreal.

No. 217473 { **T** H E A T T O R N E Y G E N E R A L
OF THE PROVINCE OF
QUEBEC; vs JOANNES DAVIDSON MINES
LTD, to wit:

As belonging to the defendant, the development license number 3347, comprising mining claims numbers 28150 and 28151, of the Township of Joannes, district of Rouyn-Noranda, the whole will be sold at the Registry Office of Ville-Marie, P.Q., on WEDNESDAY, the FIRST day of MARCH, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. BELLEHUMEUR,
Sheriff's office, Sheriff.
Rouyn, January 19th, 1944. 5415-4-2-o
[First publication, January 29th, 1944]

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 542

Québec, ce 17 février, 1944.

Concernant l'addition d'une partie contractante à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district de Trois-Rivières.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le Comité paritaire des métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, à l'effet de faire accepter monsieur Lucien Ducharme, entrepreneur-électricien de Trois-Rivières, comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 1658, du 19 avril 1940, et amendements;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, du 31 décembre 1943;

Order in Council

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 542

Quebec, February 17, 1944.

Concerning the adding of a contracting party to the collective labour agreement relating to the building trades in the district of Three Rivers.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the Joint Committee of the Building Trades, district of Three Rivers, to have Mr. Lucien Ducharme, electrician contractor of Three Rivers, accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the building trades in the district of Three Rivers, rendered obligatory by the decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments;

Whereas the said request has been published in the Quebec Official Gazette on December 31, 1943;

Attendu que le Comité paritaire chargé de surveiller l'application du décret a été dûment consulté à ce sujet;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que monsieur Lucien Ducharme soit traité comme partie contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit décret numéro 1658 et que son nom soit ajouté aux parties de deuxième part.

A. MORISSET,
5602-o Greffier du Conseil Exécutif.

Whereas the Parity Committee entrusted with the administration of the decree has been duly consulted on the matter;

Whereas no objection against the said request has been presented;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That Mr. Lucien Ducharme be treated as contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree number 1658, and that his name be added to the parties of the second part.

A. MORISSET,
5602-o Clerk of the Executive Council.

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum le 3 février 1944, prolongeant jusqu'au 1er avril 1945, la durée de l'ordonnance numéro 5 révisée de ladite Commission, concernant l'industrie textile de la soie, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 539, du 17 février 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 5 révisée

Industrie textile de la soie

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance N° 5 révisée*:—L'ordonnance N° 5 révisée de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie du textile de la soie, adoptée le 30 juin 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938 par arrêté portant le numéro 1398 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 août 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er avril 1945.

2 *Entrée en vigueur*:—La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce troisième jour du mois de février mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Scéal]

Copie conforme

Le secrétaire général,
J. E. SIMARD.

5603-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordon-

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, adopted by the Minimum Wage Commission on February 3, 1944, and extending until April 1, 1945, the duration of Ordinance number 5, revised, of the said Commission, concerning the Silk Textile Industry, has been approved by Order in Council number 539, of February 17, 1944.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 5 Revised

Silk Textile Industry

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation of Ordinance No. 5 Revised*:—Ordinance No. 5 Revised of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing the Silk Textile Industry, adopted June 30, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 9, 1938, by Order in Council No. 1398, published in the *Quebec Official Gazette* on August 13, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until April 1st, 1945.

2 *Coming into force*:—The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this third day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy

J. E. SIMARD,
General Secretary.

5603-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following

nance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum le 3 février 1944, prolongeant jusqu'au 1er avril 1945 la durée de l'ordonnance numéro 10 de ladite Commission, concernant les employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 540 du 17 février 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 10

Employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers.

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance N° 10*:—L'ordonnance N° 10 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers, adoptée le 8 juillet 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938, par arrêté portant le numéro 1399, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 août 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er avril 1945.

2 *Entrée en vigueur*:—La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce troisième jour du mois de février mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B.-E. BRAIS.

[Sceau]

Copie conforme

Le secrétaire général.

J. E. SIMARD.

5604-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum le 3 février 1944, prolongeant jusqu'au 1er avril 1945, la durée de l'ordonnance numéro 15 de ladite Commission, concernant l'industrie de l'emballage et de l'assortissage du papier de rebut, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 541 du 17 février 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 15

Industrie de l'emballage et de l'assortissage du papier de rebut.

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 10

Employees engaged in the Pasteurization, Manufacture and/or Distribution of Dairy Products.

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 10*:—Ordinance No. 10 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing employees engaged in the pasteurization, manufacture and/or distribution of dairy products, adopted on July 8, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 9, 1938, by Order in Council No. 1399, published in the *Quebec Official Gazette* on August 13, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until April 1st, 1945.

2. *Coming into force*:—The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this third day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy

J. E. SIMARD,

General Secretary.

5604-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, adopted by the Minimum Wage Commission on February 3, 1944, and extending until April 1, 1945, the duration of Ordinance number 15, of the said Commission, concerning the Industry of Packing and Grading Waste Paper, has been approved by Order in Council number 541, of February 17, 1944.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 15

Industry of Packing and Grading Waste Paper.

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act, (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance N° 15*:—L'ordonnance N° 15 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie de l'emballage et de l'assortissage du papier de rebut, adoptée le 22 septembre 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 28 septembre 1938 par arrêté portant le numéro 2014, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 8 octobre 1938, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er avril 1945.

2 *Entrée en vigueur*:—La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce troisième jour du mois de février mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B.-E. BRAIS.

[Sceau]

Copie conforme

Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

5605-o

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 15*:—Ordinance No. 15 of the Fair Wage Board, now Ordinance of the Minimum Wage Commission, governing the Industry of Packing and Grading Waste Paper, adopted on September 22, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 28, 1938, by Order in Council No. 2014, published in the *Quebec Official Gazette* on October 8, 1938, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until April 1st, 1945.

2. *Coming into force*:—The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this third day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy

J. E. SIMARD,
General Secretary.

5605-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 7

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

de Chantal vs Gagnon..... 595

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

N° 542—Métiers du bâtiment dans le district de Trois-Rivières..... 609

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

589

AVIS DIVERS:

Association de la Soie Celanese de Drummondville..... 596
Association du Bien-Être de la Jeunesse de Plessisville, Inc..... 597
Black Lake, ville de..... 598
Champoux Autobus Transport Inc..... 597
Hôpital Laval..... 596
Kearney Bros. Limited..... 596
L'Association des Employés de l'Hôtel de Ville de Sherbrooke..... 597
Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée..... 597
Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de Trois-Pistoles, Inc..... 597
Syndicat Catholique des Barbiers et Coiffeurs et Coiffeuses de Rimouski Inc..... 597

BUREAUX-CHEF:

The Chart and Market Service Inc..... 598
The Windsor Mills Hockey Club Incorporated..... 598

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 5 révisée—Industrie textile de la soie... 610
N° 10—Employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers..... 610

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

de Chantal vs Gagnon..... 595

ORDER IN COUNCIL:

No. 542—Building trades in the district of Trois-Rivières..... 609

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

589

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association de la Soie Celanese de Drummondville..... 596
Association du Bien-Être de la Jeunesse de Plessisville, Inc..... 597
Black Lake, town of..... 598
Champoux Autobus Transport Inc..... 597
Hôpital Laval..... 596
Kearney Bros. Limited..... 596
L'Association des Employés de l'Hôtel de Ville de Sherbrooke..... 597
Le Fonds de Pension des Employés du Syndicat de Québec Ltée..... 597
Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de Trois-Pistoles, Inc..... 597
Syndicat Catholique des Barbiers et Coiffeurs et Coiffeuses de Rimouski Inc..... 597

CHIEF-OFFICES:

The Chart and Market Service Inc..... 598
The Windsor Mills Hockey Club Incorporated..... 598

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 5 revised—Silk textile industry... 610
No. 10—Employees engaged in the pasteurization, manufacture and/or distribution of dairy products..... 610

N° 15—Industrie de l'emballage et de l'assortiment du papier de rebut.....	611	No. 15—Industry of packing and grading waste paper.....	611
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Belleau, Dame M. Hilda <i>et al.</i>	599	Belleau, Dame M. Hilda <i>et al.</i>	599
Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec...	600	Board of Roman Catholic School Commission of the City of Quebec.....	600
Caisse de Remboursement.....	600	Caisse de Remboursement.....	600
Commission des Champs de Bataille Nationaux.....	601	National Battlefields Commission.....	601
Laing, Peter Marshall.....	600	Laing, Peter Marshall.....	600
Mont-Royal, ville de.....	599	Mount Royal, town of.....	599
Québec, cité de.....	598	Quebec, city of.....	598
Tadoussac, village <i>et al.</i>	600	Tadoussac, village <i>et al.</i>	600
DÉPARTEMENTS—Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers d'Argenteuil.....	601	Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers d'Argenteuil.....	601
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Lac La Croix, munic. scolaire.....	601	Lac La Croix, school munic.....	601
Saint-Charles-Borromée, munic. scolaire..	601	Saint-Charles-Borromée, school munic...	601
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Ste-Flore, paroisse de.....	602	Ste-Flore, parish of.....	602
ERRATUM:		ERRATUM:	
Gatineau, munic. du comté.....	602	Gatineau, munic. of the county.....	602
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Associated Importers Inc.....	590	Associated Importers Inc.....	590
Buanderie Idéale, Incorporée—New Ideal Laundry Inc.....	592	New Ideal Laundry Inc.—Buanderie Idéale, Incorporée.....	592
Clark Dairy (Quebec) Limited.....	591	Clark Dairy (Quebec) Limited.....	591
Famous Fur Products Ltd.....	591	Famous Fur Products Ltd.....	591
H. Rothman Realty Ltd.....	591	H. Rothman Realty Ltd.....	591
Metropolitan Manufacturing & Supply Co. Ltd.....	592	Metropolitan Manufacturing & Supply Co. Ltd.....	592
Ribbon Fabrics Incorporated.....	593	Ribbon Fabrics Incorporated.....	593
Sanguinet Grain & Feed Company Limited.....	593	Sanguinet Grain & Feed Company Limited.....	593
Specialty Outfitters Inc.....	594	Specialty Outfitters Inc.....	594
Standard Sportswear Co. Ltd.....	594	Standard Sportswear Co. Ltd.....	594
Western Pattern Works, Incorporated...	595	Western Pattern Works, Incorporated...	595
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	602	Miscellaneous.....	602
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Rivière-du-Moulin, village.....	603	Rivière-du-Moulin, village.....	603
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
Kamouraska:		Kamouraska:	
Guignard vs Morissette.....	604	Guignard vs Morissette.....	604
Québec:		Québec:	
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	604	City of Quebec vs Unknown Owner.....	604
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	605	City of Quebec vs Unknown Owner.....	605
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	605	City of Quebec vs Unknown Owner.....	605
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	606	City of Quebec vs Unknown Owner.....	606
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	606	City of Quebec vs Unknown Owner.....	606
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	606	City of Quebec vs Unknown Owner.....	606
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	606	City of Quebec vs Unknown Owner.....	606
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	607	City of Quebec vs Unknown Owner.....	607
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	607	City of Quebec vs Unknown Owner.....	607
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu...	607	City of Quebec vs Unknown Owner.....	607

Cité de Québec vs Propriétaire inconnu . . .	608
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu . . .	608
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu . . .	608
Cité de Québec vs Propriétaire inconnu . . .	608

City of Quebec vs Unknown Owner	608
City of Quebec vs Unknown Owner	608
City of Quebec vs Unknown Owner	608
City of Quebec vs Unknown Owner	608

Rimouski:

Desrosiers vs Héritiers Abbé A.-A. Desrosiers	609
---	-----

Rimouski:

Desrosiers vs Heirs of Abbé A.-A. Desrosiers	609
--	-----

Rouyn-Noranda:

Le Procureur général de la province de Québec vs Joannes Davidson Mines Ltd	609
---	-----

Rouyn-Noranda:

The Attorney General of the Province of Quebec vs Joannes Davidson Mines Ltd	609
--	-----

5608-o

5608-o